

Est de la RDC : trois rebelles burundais neutralisés

@rib News, 16/11/2020 - Source Agence Anadolu - Dans des affrontements avec l'armée congolaise. Des affrontements entre l'armée congolaise et des rebelles burundais coalisés aux miliciens locaux dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), ont fait trois morts dans les rangs des rebelles, selon l'armée congolaise qui assure, lundi, avoir « mis en déroute » les rebelles.

Les affrontements ont éclaté samedi dans la localité de Rukobero, dans le territoire d'Uvira frontalier avec le Burundi lorsque les rebelles ont investi la contrée pour piller du bétail et un centre de santé, selon une source de l'armée congolaise. « Trois d'entre eux ont été neutralisés (NDLR : tués) et un a été capturé », a déclaré à l'AFP le capitaine Dieudonné Kasereka, porte-parole de l'armée congolaise dans la province du Sud-Kivu dont relève le territoire d'Uvira. Une autre source militaire qui a requis l'anonymat a indiqué que les assaillants sont tombés dans une embuscade. Très actif dans le territoire d'Uvira, le FNL (Forces Nationales de libération) fait partie d'une centaine de groupes armés actifs dans l'Est congolais, région riche en minerais, l'une des sources de financement des groupes et des conflits depuis des dizaines d'années. En avril 2019, le chef des FNL, le général autoproclamé Aloys Nzabampema avait été grièvement blessé, selon l'armée congolaise. Les rebelles burundais hutus sont repartis dans la plaine de la Ruzizi, dans l'est de la RDC voisine depuis 2009. L'armée congolaise les accuse régulièrement de faire régner l'insécurité dans les territoires d'Uvira, Fizi et Mwenga, dans le Sud-Kivu. Cette rébellion dont des dissidents avaient formé un parti politique en 2009, avait été créée en 1980 et avait pris part à la guerre civile au Burundi, marquée par la mort d'au moins 300 000 personnes. La guerre civile avait opposé l'armée, alors dominée par la minorité tutsie, à plusieurs mouvements rebelles hutus. Depuis 2005, le Burundi est dirigé par un pouvoir hutu. Les autorités affirment que les forces de sécurité sont « paritaires » entre les deux ethnies qu'on retrouve également au Rwanda et dans le Congo.